

par Alfred Bodenheimer [I](#)

En juillet 1938, une conférence organisée par le président américain Franklin D. Roosevelt s'est tenue à Evian, sur la rive française du lac Léman. Roosevelt avait été convoquée. Alarmé par la privation des droits et la persécution de la population juive dans l'Allemagne nazie et dans l'Autriche annexée trois mois plus tôt, le gouvernement américain avait réuni les délégués de plus de trente Etats afin de trouver une solution et de nouvelles possibilités de vie pour les Juifs en difficulté.

Le lieu même de la conférence indiquait qu'elle se déroulait sous une mauvaise étoile. En effet, elle aurait dû avoir lieu en Suisse, mais celle-ci trouvait le sujet déjà trop explosif et craignait d'irriter son grand voisin du nord. En fait, la conférence a montré que, malgré toutes les manifestations de sympathie, aucun Etat n'était prêt à ouvrir ses portes aux Juifs en quête d'aide.

Personne n'a empêché le grand meurtre

Même les États-Unis, initiateurs de la conférence, n'ont pas pu se résoudre à assouplir leur régime strict de quotas pour l'immigration juive. La crainte des gouvernements était notamment liée à l'augmentation des tensions politiques internes. En effet, un antisémitisme manifeste régnait au sein de la population de la plupart des États, y compris ceux qui étaient gouvernés démocratiquement, voire au sein des gouvernements eux-mêmes, antisémitisme qui n'avait généralement pas l'élan exterminateur du nazisme, mais qui reposait bel et bien sur un fonds de préjugés et de théories du complot.

L'impact direct du fiasco d'Évian est controversé parmi les historiens. Ce qui est sûr, c'est que la débâcle a montré au régime nazi que même dans le monde démocratique, personne n'était prêt à lever le petit doigt en faveur des Juifs, et que certains pays d'Europe de l'Est suppliaient presque les pays occidentaux de les priver eux aussi de leur population juive.

Dans des pays comme la Pologne ou les pays baltes, la chasse aux Juifs était même susceptible d'impliquer la participation active de collaborateurs locaux.

Du point de vue juif, la conférence d'Évian est depuis lors le symbole du basculement d'une certitude générale : la prise de conscience que la communauté juive dans son ensemble n'est plus protégée dans la sécurité de son existence par

un engagement intrinsèque des sociétés civilisées.

Cela signifie que ce ne sont plus des valeurs morales fondamentales, mais plutôt des raisons d'opportunité, des appréciations subjectives ou des querelles de partis qui décident si les personnes juives peuvent encore se sentir bienvenues ou en sécurité dans une société.

On est encore loin d'une ambiance de pogrom ou même de persécution ouverte – mais cela crée un terrain incertain. Aucun Juif n'est sûr de pouvoir encore compter sur des droits garantis, ou si la société continue à faire de ces droits garantis, même s'ils sont encore officiellement en vigueur, la ligne directrice de son comportement.

Lorsque des juifs sont victimes d'actes sanglants ciblés, comme l'attaque récente devant une synagogue de Manchester ou l'[attentat contre une fête de Hanoukka sur la plage de Bondi à Sydney](#), les politiciens sont prompts à faire des déclarations bienveillantes. Mais ces événements extrêmes ne sont que l'aboutissement d'un processus bien plus vaste qui rend l'antisémitisme socialement acceptable.

Pas d'illusions

Lorsque le recteur de l'université de Lausanne admet dans une lettre qu'il applique un boycott de fait des universités israéliennes pour des raisons de pure opportunité, c'est le signe infime d'une capitulation morale, d'une cascade d'agressions et de suspicions, d'une prise de distance et d'un rejet ouvert.

Nous vivons dans un monde où les Juifs savent désormais assez bien qui est ouvertement prêt à s'en prendre aux « Zios » (le nouveau terme de combat haineux pour « [sionistes](#) »), mais ne savent plus très bien si le consensus social dominant garantit leur intégrité.

Il s'agit d'une réédition du moment d'Evian, et que personne ne se fasse d'illusion, les ennemis des Juifs et tous ceux qui alimentent leurs groupes d'action et remplissent leurs canaux de propagande ne l'enregistrent pas exactement comme ils le faisaient autrefois.

Si les États réunis à Évian, au bord du lac Léman, en 1938, avaient clairement affirmé que l'existence des Juifs faisait partie de leur communauté et avaient ouvert grand les portes aux candidats à l'émigration, cela ne leur aurait guère porté

préjudice – de même qu'un nombre important de citoyens juifs n'a jamais porté préjudice à un pays. Ils auraient sauvé de nombreuses vies, et peut-être même évité l'Holocauste, du moins en partie.

Il est difficile d'imaginer que la situation puisse être aussi grave qu'à l'époque. Mais en juillet 1938, l'imagination n'était pas non plus à la hauteur de ce que les hommes pouvaient faire à d'autres hommes par soif de pouvoir, haine et folie raciale.

Alfred Bodenheimer est professeur d'histoire des religions et de littérature juive à l'université de Bâle. Ce texte est d'abord paru dans la Neue Zürcher Zeitung